

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 METZ

Metz, le 21 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

SFTR

Carrière Saint- Paul
BP 24
57860 MONTOIS LA MONTAGNE

Références : MONTOIS-LA-MONTAGNE_SFTR_2022-10-18_RAPVI_BMK_24180
Code AIOT : 0006201610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 octobre 2022 dans l'établissement SFTR implanté Carrière Saint- Paul BP 24 57860 MONTOIS LA MONTAGNE. L'inspection a été annoncée le 03 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFTR
- Carrière Saint- Paul BP 24 57860 MONTOIS LA MONTAGNE
- Code AIOT : 0006201610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société SFTR exploite une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande depuis 1977. Les activités mises en œuvre relèvent notamment des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

- 2760.2 classant les installations de stockage de déchets non dangereux ;
- 3540 classant les installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30 du Code de l'Environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.

La zone actuellement en exploitation (casier Montois III) est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié modifiant certains articles de l'arrêté

préfectoral du 23 juillet 2007 autorisant la société SITA FD à exploiter une ISDND sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuve-Grande. L'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-DEDD/IC-199 du 8 octobre 2009 a acté le changement d'exploitant au profit de la société SFTR.

De plus, l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (autorisation sous la rubrique ICPE 2760) est applicable à l'établissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des lixiviats ;
- biogaz et prévention des odeurs ;
- garanties financières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Collecte et stockage des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 18 (partiel)	/	Sans objet
2	Installations de traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 35.2 (partiel)	/	Sans objet
3	Recouvrement des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 28 (partiel)	/	Sans objet
4	Prévention des odeurs	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 31 (partiel)	/	Sans objet
5	Exploitation des casiers et des alvéoles	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 27	/	Sans objet
6	Principes de constitution des subdivisions de casiers	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 12 (partiel)	/	Sans objet
7	Drainage et collecte du biogaz	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 19	/	Sans objet
8	Relevé topographique et capacité restantes	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25	/	Sans objet
9	Montant des garanties financières pour Montois I et II	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 53.3	/	Sans objet
10	Montant des garanties financières pour Montois III	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 53.4	/	Sans objet
11	Etablissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 53.5	/	Sans objet
12	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 53.6 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur le contrôle des prescriptions relatives à la gestion des lixiviats, à la gestion du biogaz et à la prévention des odeurs, ainsi que sur les garanties financières du site. L'inspection a constaté que l'exploitant respecte ces prescriptions. Notamment, suite aux plaintes des riverains et élus de la commune de Montois-la-Montagne relatives aux odeurs courant été 2020, l'exploitant met en oeuvre diverses actions afin de limiter ces nuisances (recouvrement hebdomadaire des déchets, passage d'un technicien une fois par semaine pour contrôler le réseau

de collecte de biogaz, mise en place d'un jury de nez qui associe des riverains de la commune). Ces actions ont porté leur fruit car le récapitulatif du jury de nez sur la période janvier 2022 à mi-septembre 2022 mentionne un total de 182 signalements remontés sur la plateforme internet dédiée : environ 95 % de ces signalements indiquent une absence d'odeur, contre 5% (soit 9 signalements) indiquant une odeur. L'exploitant a d'ailleurs présenté ce récapitulatif à Madame le maire de la commune de Montois-la-Montagne durant la deuxième quinzaine de septembre 2022.

Sur la collecte des lixiviats, il est demandé à l'exploitant de justifier à l'inspection sous un délai d'un mois de l'intégrité du réseau de collecte des lixiviats (pompes et tuyau) du casier de Montois I afin de pouvoir justifier de l'absence de remontée de lixiviats lors de l'activation des pompes. L'exploitant présentera l'évolution sur les dix dernières années de la production annuelle des lixiviats en fond de casier de Montois I.

De plus, l'exploitant est à jour dans la constitution des garanties financières pour son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte et stockage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 18 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]. A l'exception des anciennes parties A et B de Montois II et de Montois I pour lesquelles il est admis une charge hydraulique maximale de 1 mètre en fond des alvéoles, l'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier. La surveillance de la charge hydraulique de l'ensemble des alvéoles de Montois I, II et III s'effectue à une fréquence mensuelle, à l'aide d'une sonde piézométrique. Les résultats de cette surveillance sont reportés sur un registre et conservé à la disposition de l'IIC.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le registre de relevé de la hauteur des lixiviats au titre de l'année 2022 pour les 3 casiers de son ISDND (Montois I, Montois II et Montois III).</p> <p>L'exploitant déclare que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'épaisseur de la couche drainante pour le casier de Montois III est de 50 centimètres ; • le relevé de la hauteur des lixiviats pour le casier de Montois I est difficilement réalisable du fait de la déformation des puits, ce qui explique qu'aucune valeur n'est renseignée au titre de l'année 2022 pour les 10 puits de mesure du casier de Montois I ; • lorsque les pompes au fond de ces puits de mesure du casier de Montois I sont mises en route, le débit des lixiviats est nul. <p>L'inspection constate que le registre de relevé de la hauteur des lixiviats comprend bien les mesures de cette hauteur à une fréquence mensuelle, le dernier relevé datant de septembre 2022. Pour le casier de Montois II, la charge hydraulique est d'au maximum 75 cm en septembre 2022 pour le puits n°33B, et 90 cm en mai 2022 pour le puits n°36B. Pour le casier de Montois III, la charge hydraulique est d'au maximum 35 cm en septembre 2022 pour le puits n°56, et 45 cm en février 2022 pour le puits n°55.</p> <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de justifier à l'inspection sous un délai d'un mois de l'intégrité du réseau de collecte des lixiviats (pompes et tuyau) du casier de Montois I afin de pouvoir justifier de l'absence de remontée de lixiviats lors de l'activation des pompes. En parallèle, l'exploitant présentera l'évolution sur les dix dernières années de la production annuelle des lixiviats en fond de casier de Montois I.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations de traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 35.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]. Les rejets à l'atmosphère de l'unité de traitement des lixiviats ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes, exprimées sur gaz sec pour une teneur en oxygène de 11 % : tableau non reproduit. L'exploitant fait réaliser une campagne annuelle d'analyses sur les rejets à l'atmosphère du dispositif « flot tombant » par un organisme de contrôle agréé par le ministère de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet. En complément, les lixiviats peuvent aussi être traités par une unité de traitement mobile mettant en œuvre un procédé de traitement par osmose inverse associé à des dispositifs de prétraitement ou de traitement complémentaires. Les installations sont dimensionnées de façon à pouvoir traiter des lixiviats en provenance d'installations de stockage de déchets non dangereux extérieures, pour une capacité moyenne de traitement des lixiviats extérieurs de 30 m3/jour. Les perméats (lixiviats traités dans les unités de traitement) satisfaisant les critères suivants : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 6,5 et 8,5• conductivité < 500 µS/cm• MES < 100 mg/l sont évaporés dans un module dédié équipant la torchère. Le rejet des perméats dans le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface est interdit.
Constats : Vu les résultats de la campagne annuelle d'analyses sur les rejets à l'atmosphère du "flot tombant". Cette campagne a été effectuée par le laboratoire d'analyses SOCOTEC le 07 juillet 2022 : le rapport présente des valeurs conformes, les valeurs limites d'émission pour ces différents paramètres étant respectées. L'exploitant a déclaré à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">• qu'il n'y a pas eu de campagne de traitement des lixiviats par une unité de traitement mobile au titre de l'année 2022 (en 2021, 4 013 m3 de lixiviats ont été traités par une unité de traitement mobile) ;• qu'environ 900 m3 de lixiviats en provenance de l'ISDND de Romagne-sous-Montfaucon ont été pris en charge en 2022. Vu les résultats des analyses de la qualité des perméats : les analyses des prélèvements des 14 mars et 23 juin 2022 montrent des résultats conformes (à noter que le pH du prélèvement du 14 mars 2022 est de 8,6 - l'exploitant indique que cette valeur est néanmoins conforme du fait de la limite d'incertitude liée à la mesure). L'exploitant a également déclaré que l'ensemble des perméats est éliminé via le module dédié équipant la torchère et que depuis 2019, il n'y a plus de rejet de ces derniers dans le milieu naturel (l'Orne).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Recouvrement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 28 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Recouvrement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]. Les déchets sont déposés en couches successives et compactées sur site sauf s'il s'agit de déchets en balles. Ils sont recouverts en tant que de besoin en fonction des conditions climatiques pour limiter les nuisances. La quantité de matériaux de recouvrement nécessaire doit toujours être disponible sur le site. Elle doit être au moins égale à celle utilisée pour 15 jours d'exploitation. Le recouvrement périodique des déchets se fait par de la terre ; d'autres matériaux naturels ou artificiels, ainsi que des déchets répondant aux conditions d'acceptation du présent arrêté peuvent être utilisés sous réserve de répondre au même objectif de limitation des envols, des infiltrations d'eaux pluviales, des vides dans la masse des déchets et des risques d'incendie. Le délai entre deux recouvrements successifs ne saurait être supérieur à une semaine. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que les ordures ménagères représentent entre 50 et 60 % de la quantité de déchets enfouie annuellement, le reste des déchets correspondant à des refus de tri, à des déchets industriels banaux et à des déchets d'activité économique. Aucun déchet en balles n'est donc enfoui sur l'ISDND de Montois-la-Montagne.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de recouvrement des déchets, registre qui démontre que le recouvrement périodique est bien effectué chaque fin de semaine (le vendredi soir ou le samedi matin) – une photo est prise à chaque recouvrement et est jointe au registre. Les derniers recouvrements ont eu lieu les 1er et 8 octobre 2022 pour la subdivision 3.2 de Montois III. A chaque fois, 50 m³ de matériaux de recouvrement ont été mis en oeuvre. L'exploitant a déclaré posséder un stock de 600 à 700 m³ de matériaux de recouvrement, stock localisé près du quai de déchargement (stock constaté lors de la visite).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 31 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs. [...]
Constats : Suite aux plaintes odeurs des habitants de la commune de Montois-la-Montagne au courant de l'été 2020, l'exploitant a mis en place un jury de nez associant ces habitants (une réunion publique a été organisée le 19 janvier 2021, associant des représentants et habitants de la mairie de Montois-la-Montagne, la société Expoll (société permettant l'interface entre les riverains et l'exploitant via sa plateforme internet permettant la saisie des odeurs) ainsi que l'exploitant). Une dizaine de riverains formés est amenée à faire leur signalement de deux manières : <ul style="list-style-type: none">• de façon spontanée, lorsqu'une odeur est perçue de leur part ;• de façon planifiée : les 7 premiers jours de chaque mois, 4 fois par jour, les riverains sont amenés à utiliser cette plateforme, afin de caractériser la présence d'odeurs ou pas. L'exploitant a présenté à l'inspection le récapitulatif du jury de nez sur la période janvier 2022 à mi-septembre 2022 : au total, 182 signalements ont été remontés sur la plateforme internet : environ 95 % de ces signalements indiquent une absence d'odeur, contre 5% (soit 9 signalements) indiquant une odeur. Ce récapitulatif a d'ailleurs été présenté par l'exploitant à Madame le maire de la commune durant la deuxième quinzaine de septembre 2022. L'exploitant déclare que le technicien régleur (pour le réseau de collecte du biogaz) intervient toutes les semaines sur le site et contrôle le niveau de biogaz via un appareil portatif dédié sur l'ensemble des têtes de puits. Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'ensemble des têtes de puits est bien connecté au réseau de collecte du biogaz, si ce n'est pour une tête de puits de la subdivision 2 de Montois III où le tuyau de collecte était déconnecté (un technicien l'a reconnecté dans la foulée - vu par l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation des casiers et des alvéoles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation des casiers et des alvéoles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il ne peut être exploité qu'un casier, ou qu'une seule alvéole lorsque le casier est subdivisé en alvéoles, par catégorie de déchets. La mise en exploitation du casier ou de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement du casier ou de l'alvéole n-1 qui peut être soit un réaménagement final tel que décrit au titre IV du présent arrêté si le casier ou l'alvéole a atteint la côte maximale, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire dans le cas de casiers ou d'alvéoles superposés.</p> <p>La couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'une seule alvéole du casier de Montois III est en exploitation (alvéole 3.2).</p> <p>L'exploitant a déclaré que :</p> <ul style="list-style-type: none"> cette alvéole est en exploitation depuis juin 2021 et que son remplissage pour atteindre la cote finale devrait être atteint en mai 2023 (en effet, cette subdivision de casier, du fait de son exploitation future en mode bioréacteur, doit être exploitée sous une durée maximum n'excédant pas deux ans suite à sa mise en service) ; les travaux de la couverture finale pour la subdivision 3.2 devraient s'effectuer entre avril et juin 2023 ; la couverture finale de la subdivision 3.1 a été terminée en septembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Principes de constitution des subdivisions de casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 12 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Principes de constitution des subdivisions de casiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La zone à exploiter (Montois III) est divisée en 9 subdivisions de casiers [...]. Les subdivisions de casier 3.1, 3.2, 3.3, 4.1, 4.2, 5.1 et 5.2 sont exploitées en mode bioréacteur. Leur superficie est inférieure ou égale à 7 000 m²</p>
<p>Constats : D'après les plans présentés par l'exploitant, l'inspection constate que le casier de Montois III est bien divisé en 9 subdivisions. Lors de la visite, la subdivision exploitée correspond à la subdivision 3.2. Le rapport n°47-20 de janvier 2021 du dossier des ouvrages exécutés du bureau d'études ACOSOL indique que les subdivisions 3.2 et 3.3 ont des surfaces en fond de casier respectives à 1588 m² et 1043 m².</p> <p>L'exploitant a déclaré que le mode bioréacteur pour la subdivision 3.1 a démarré le 21 juin 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Drainage et collecte du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Drainage et collecte du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour ce qui concerne Montois I et II, les casiers contenant des déchets biodégradables susceptibles de produire encore du biogaz sont équipés d'un réseau de drainage des émanations gazeuses. Pour ce qui concerne Montois III, les subdivisions de casier contenant des déchets biodégradables sont équipés, au plus tard un an après leur comblement, d'un réseau de drainage des émanations gazeuses. La collecte du biogaz est en service dès la production du biogaz dans les subdivisions de casier exploitées en mode bioréacteur. Ces réseaux de drainage sont conçus et dimensionnés pour aspirer de façon optimale et sûre le biogaz et le diriger vers des installations de valorisation (unités de traitement des lixiviats, torchère équipée d'un module d'évaporation des perméats)
Constats : L'exploitant a déclaré que : <ul style="list-style-type: none">• le casier Montois I ne produit quasiment plus de biogaz, et que courant 2023, il déposera auprès de l'administration une étude de cartographie (analyse du débit des différents puits et des concentrations en polluants) associée à une demande de retrait du réseau de collecte du biogaz pour ce casier ;• le casier Montois II produit environ 60 m3/h de biogaz à 40% de CH4, ce qui est relativement faible ;• le casier Montois III produit environ 100 m3/h de biogaz à 43% de CH4, ce qui est relativement faible ;• le site de l'ISDND de Montois-la-Montagne comporte environ une centaine de puits de collecte du biogaz, et que pour le casier Montois III, chaque puits de collecte du biogaz a un rayon de captation de 25 mètres ;• ce biogaz est actuellement valorisé de deux façons : chaudière du dispositif "flot tombant" (traitement des lixiviats) et dispositif "Vapotherm" (évaporation des perméats). <p>Par ailleurs, l'exploitant précise que les travaux de construction de l'unité d'épuration du biogaz sont bien avancés et que le bio-méthane récupéré devrait pouvoir être injecté dans le réseau de distribution de GrDF d'ici au début de l'année 2023.</p> <p>Lors de la visite du casier de Montois III, l'inspection a constaté que l'ensemble des têtes de puits et tranchées de collecte du biogaz sont bien raccordés au réseau de collecte, si ce n'est pour une tête de puits qui a été reconnectée suite au passage sur site (cf. point de contrôle n°4).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Relevé topographique et capacité restantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25
Thème(s) : Autre, Relevé topographique et capacité restantes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.
Constats : Dans le rapport annuel d'activité 2021, le plan topographique mis à jour en date du 06 janvier 2022 est présenté. Ce rapport comporte le vide de fouille restant à fin 2021 : il est de 1.249.509 m ³ . L'exploitant déclare qu'au 14 octobre 2022, le vide de fouille restant est de 1.166.100 m ³ .
Observations : L'inspection note que ce vide de fouille restant au 14 octobre 2022, à savoir 1.166.100 m ³ , correspond à environ 1.049.490 tonnes (1m ³ =0,9 t). L'exploitant est autorisé à prendre en charge un maximum de 100.000 tonnes par an (article 2 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2009 modifié). En considérant que l'exploitant prenne en charge 100.000 tonnes annuellement, la fin de l'exploitation du casier de Montois III serait prévue pour le début de l'année 2033. Or, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2009 modifié autorise l'exploitation de Montois III jusqu'au 31 octobre 2027 (date prévue de fin d'exploitation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Montant des garanties financières pour Montois I et II

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 53.3
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières pour Montois I et II
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fin de la période d'exploitation commerciale de la partie de l'ISDND dont l'exploitation était autorisée avant notification du présent arrêté étant prévue jusqu'au 1er octobre 2008 (n=2008), le tableau ci-après indique les montants hors taxe à garantir pour chaque période : tableau non reproduit.
Constats : D'après le tableau mentionné à cet article, le montant hors taxes (et hors actualisation de ce montant) à garantir pour les casiers de Montois I et Montois II s'élève à 1 113 921 euros HT.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Montant des garanties financières pour Montois III

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 53.4
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières pour Montois III
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fin de la période d'exploitation commerciale de la partie de l'ISDND dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté (extension) étant prévue à la fin de l'année 2027 (n=2027), le tableau ci-après indique les montants hors taxe à garantir pour chaque période : tableau non reproduit
Constats : D'après le tableau mentionné à cet article, le montant hors taxes (et hors actualisation de ce montant) à garantir pour le casier de Montois III s'élève à 1 594 617 euros HT.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Etablissement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 53.5
Thème(s) : Situation administrative, Etablissement des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les garanties financières sont établies par l'exploitant soit auprès d'un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance.</p> <p>Le montant de ces garanties doit au moins être acquis pour la période en cours.</p> <p>Pour la partie de l'ISDND dont l'exploitation était autorisée avant notification du présent arrêté, il est à tout moment au moins égal au montant HT de la période en cours tel que défini à l'article 53.3 du présent arrêté, augmenté du taux de TVA applicable au début de la période en cours et actualisé suivant les dispositions de l'article 53.6 du présent arrêté.</p> <p>Pour la partie de l'ISDND dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté (extension), il est à tout moment au moins égal au montant HT de la période en cours tel que défini à l'article 53.4 du présent arrêté, augmenté du taux de TVA applicable au début de la période en cours et actualisé suivant les dispositions de l'article 53.6 du présent arrêté.</p> <p>Ces garanties doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.</p> <p>Le document attestant de la constitution de ces garanties doit être un acte de cautionnement solidaire conforme au modèle de l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié le 30 avril 1998.</p> <p>La justification des renouvellements de ces garanties est adressée à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 3 mois avant l'échéance de la période en cours.</p>
<p>Constats : L'exploitant a établi les garanties financières auprès de deux entreprises d'assurance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'établissement Zurich Insurance Plc pour la partie de l'ISDND Montois III ; • l'établissement QBE Europe SA/NV pour la partie de l'ISDND Montois I et Montois II. <p>Pour la partie de l'ISDND Montois I et Montois II, l'exploitant a transmis à l'inspection par courrier du 18 février 2022 l'acte de cautionnement solidaire n°MP84745-141 pour un montant de 1.797.097,27 euros couvrant la période du 30 juin 2022 au 31 décembre 2024 et pour un montant de 1.779.126,64 euros couvrant la période du 01 janvier 2025 au 29 juin 2025.</p> <p>Pour la partie de l'ISDND Montois III, l'exploitant a transmis à l'inspection par courrier du 25 avril 2022 l'acte de cautionnement solidaire n°7400037281 pour un montant de 2.520.961,43 euros couvrant la période du 24 juillet 2022 au 24 juillet 2025.</p> <p>Ces montants cautionnés ont été définis via une réactualisation pour prendre en compte l'évolution de l'indice TP01 (cf. point de contrôle n°12).</p> <p>Ces deux actes de cautionnement solidaire sont conformes au modèle prévu par la réglementation (arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2009, article 53.6 (partiel)
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]. Tous les trois ans, le montant des garanties financières fixé aux articles 53.3 et 53.4 du présent arrêté est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01 (indice travaux publics), l'indice de référence étant le dernier indice TP01 connu au 1er juillet 2007. En cas d'augmentation d'au moins 15 % de cet indice sur une période inférieure à 3 ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 18 octobre 2022 le détail du calcul du montant actualisé des garanties financières pour la partie Montois I + Montois II et pour la partie Montois III. L'indice TP01 pris en compte par l'exploitant est celui d'octobre 2021 (valeur de 117,5). Après une vérification du calcul du montant actualisé des garanties financières de la part de l'inspection, l'actualisation des garanties financières menée par l'exploitant n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet